



© Christian König

**LE LOUP : UNE CIBLE À ABATTRE  
POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

# **Lettre ouverte en réaction aux propos du Président de la République sur le loup et le pastoralisme**

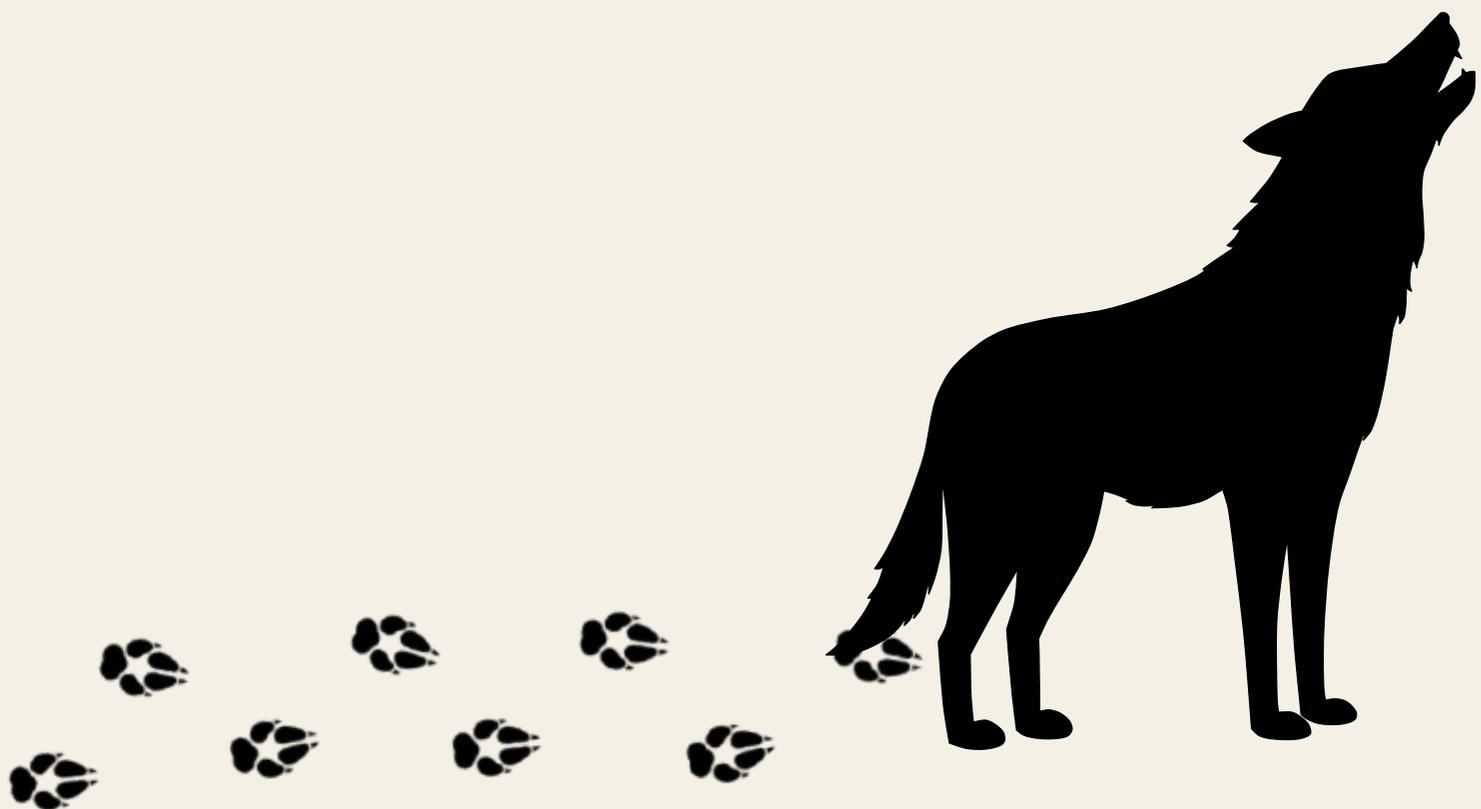
Monsieur le Président de la République,

Les propos que vous avez tenus le 3 juillet dans l'Aveyron, affirmant qu'il ne faut « pas laisser le loup se développer là où il y a du pastoralisme », quitte à « prélever davantage », ont suscité une profonde consternation chez celles et ceux qui, depuis des années, œuvrent au quotidien pour bâtir une coexistence apaisée entre activités humaines et faune sauvage. Ce sont notamment des centaines d'éleveuses et d'éleveurs qui ont fait l'effort de mettre en place des moyens de protection de leurs troupeaux, qui se sont formé·es sur le tas, qui ont acquis de l'expérience et y ont passé du temps.

En quelques phrases, vous tentez de réduire à néant des années d'efforts menés conjointement par des éleveurs, des éleveuses, des bergers, des bergères, des associations de terrain, des scientifiques et des collectivités territoriales qui travaillent avec patience, rigueur et courage à protéger les troupeaux sans pour autant appeler à l'éradication d'une espèce protégée.

Car c'est bien ce que le loup est encore aujourd'hui, ne vous en déplaise, en droit comme en fait : **une espèce protégée**. Malgré le fait qu'il vient d'être retiré de l'annexe IV pour être placée à l'annexe V de la directive européenne « Habitats », il continue de bénéficier du statut d'espèce protégée du fait même de son rôle écologique essentiel et de la situation encore fragile de ses populations à l'échelle européenne.

Ce statut est fondé sur des données et des connaissances scientifiques. Le retour du loup en France, depuis l'Italie dans les années 1990, n'a pas été un choix politique mais un processus naturel. Y répondre avec des armes et des discours clivants, c'est choisir de rallumer de vieux conflits que de nombreux acteurs de terrain tentent d'éteindre avec intelligence et pragmatisme.

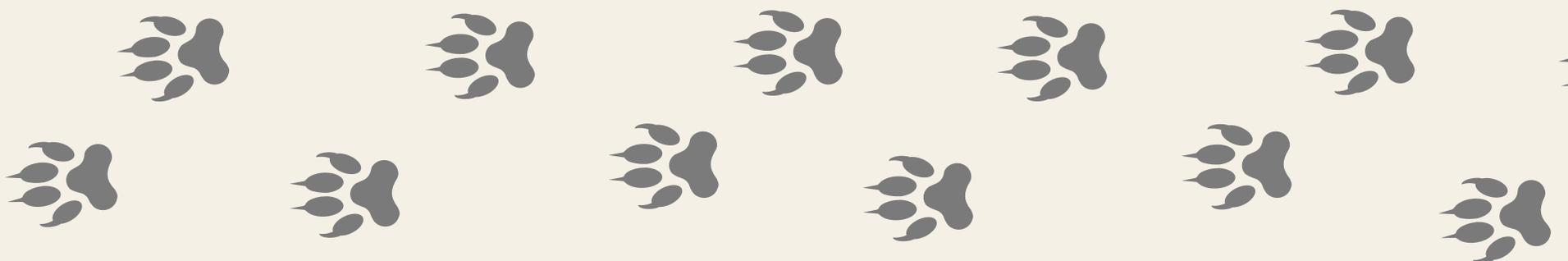


Oui, le pastoralisme mérite d'être soutenu. Oui, les éleveuses et les éleveurs doivent être entendu·es, accompagné·es, respecté·es. Mais non, la réponse ne peut être de désigner un bouc émissaire en abattant toujours plus de loups. Cette méthode n'a jamais fait ses preuves, au-delà du fait qu'elle va à contre-sens des connaissances scientifiques et de la volonté des populations européenne et française pour vivre toujours mieux avec le vivant. Ainsi, elle ne protège ni les troupeaux, ni la biodiversité, ni la société que vous représentez.



En prenant parti avec une telle violence verbale, vous polarisez encore davantage les débats. Vous renforcez l'opposition stérile entre nature et ruralité, entre écologie et économie, entre les humains et l'environnement dans lequel ils vivent et dont nous dépendons pour notre propre survie. C'est précisément l'inverse dont nous avons besoin : du lien, de la nuance, du travail en commun, du respect.

Les solutions existent : prévention, adaptation, dialogue, expérimentation, innovation. Elles sont à l'œuvre dans bien des territoires, en France et ailleurs. Il faut les soutenir, financer, valoriser, mettre en avant.



La complexité ne doit pas être un prétexte à l'inaction, encore moins au recul des engagements de la France en matière de conservation de la nature. Elle doit être une invitation à mieux faire, ensemble, un appel à servir d'exemple à l'échelle européenne.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de notre plus profonde inquiétude, mais aussi de notre détermination à continuer à défendre une vision du monde où l'on protège sans diviser, et où l'on écoute sans exclure, une vision que de plus en plus de citoyennes et de citoyens français souhaitent pour leur pays.

